

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 3 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

RANNARD FRERES

142 Rue de la mairie
74270 Clarafond-Arcine

Références : [20231005-RAP-InspectionRannardFreres-vs](#)
Code AIOT : 0006101756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement RANNARD FRERES implanté LA PLANTAZ 74270 Clarafond-Arcine. L'inspection a été annoncée le 25/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RANNARD FRERES
- LA PLANTAZ 74270 Clarafond-Arcine
- Code AIOT : 0006101756
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Rannard Frères exploite une carrière de roche massive calcaire sur la commune de Clarafond-Arcine.

Suite à la demande de modification et de prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière présentée par Rannard Frères en novembre 2020, l'arrêté du 31 mai 2021 modifie l'arrêté du 26 janvier 2005.

L'exploitation est prolongée de 9 ans avec 5 années d'extraction et 3 années de remise en état. La côte du carreau actuel est conservée à 440 m NGF avec la reprise des fronts pour créer des banquettes intermédiaires.

Des prescriptions complémentaires ont été prises concernant le suivi géotechnique de la stabilité

des fronts.

Suite à l'inspection du 22/03/2022, l'arrêté de mise en demeure du 18 juillet 2022 demandait à l'exploitant de fournir :

- un plan d'exploitation (cf point 1 constat – article 3.2.1)
- justifier le suivi quotidien des fronts (cf point 3 constat - article 3.4.2)
- une procédure d'accès au carreau (cf point 4 constat- article 3.4.3)
- un rapport de suivi des vibrations : les plans de tirs de l'année 2021 ont été transmis avec les relevés de mesures de vibration par courrier du 16/08/2022 montrant des vibrations largement inférieures au seuil de 10 mm/s.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.1	/	Suspension, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.2.1

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Suivi géotechnique - Surveillance quotidienne	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.2
5	Transit déchets inertes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
4	Procédure de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas suivi les prescriptions de l'arrêté préfectoral, les fronts ne respectant pas les 15 m de hauteur. L'inspection considère ceci comme une modification notable de l'exploitation par rapport aux dossiers et aux prescriptions de l'article 3.4.1. Celle-ci n'a pas été portée à la connaissance du Préfet avec « tous les éléments d'appréciation » au préalable comme prévu à l'article R 181-46 du Code de l'environnement.

De plus, l'exploitant n'étant pas en mesure de justifier de la stabilité des fronts au jour de la visite, l'inspection considère que l'exploitant doit arrêter les tirs en attendant d'avoir fourni la justification et propose de suspendre l'activité de minage tant que l'exploitant n'a pas produit la justification géotechnique de la stabilité des fronts demandée par l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 22/03/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2022

Prescription contrôlée :

Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adaptée à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés :

- * les dates de levée,
- * le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- * les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales, + les clôtures ou tout dispositif équivalent,
- * les bords de la fouille,
- * le périmètre d'extraction,
- * les zones particulières de préservation écologiques,
- * les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- * la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique,
- * les exutoires de rejets des effluents aqueux,
- * l'emplacement exact du bornage,
- * l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes,
- * les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour calcul des garanties financières,
- * les zones où l'exploitation est terminée, celles remblayées et celles remises en état,
- * les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- * les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière. Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Constats :

Par courrier du 16 août de 2022, l'exploitant a transmis le plan topographique basé sur un relevé fait par drone le 10/05/2022, montrant le carreau à la côte 440 m NGF, une banquette à une côte d'environ 485 m et une deuxième banquette comprise entre 500 et 530 mNGF. Les côtes sont cependant difficilement lisibles.

L'exploitant devra transmettre le plan pour l'année 2023 à l'inspection des installations classées comprenant toutes les informations requises.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

Côte moyenne du sommet de l'exploitation 531 m NGF Côte du fond d'exploitation 440 m NGF

Hauteur maximale des fronts d'exploitation 15m Inclinaison du front 70 °

Largeur des banquettes 5m Pente intégratrice du massif 55 °

La stabilité des terrains voisins ne doit pas être compromise. Les fronts ainsi que les tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplomb

Constats :

L'exploitant a transmis en août 2022 le rapport Géolithe du 12/08/2022 qui proposait les zones à extraire pour respecter au mieux le phasage afin d'obtenir des fronts s'approchant de 15m.

Lors de la visite il a pu être constaté que :

- la première banquette en partant du haut, se situe sous un premier front qui est supérieur à 15 m avec des pentes variables
- la deuxième banquette permet d'avoir un front d'environ 15 m mais seulement sur une partie du front de la carrière,
- le dernier front fait au moins 30 m à 40 m jusqu'à la base du carreau qui est à 440 m NGF

Le retalutage des fronts ne respecte pas la hauteur de 15 m et l'exploitant n'a pas justifié les pentes des gradins.

Les prescriptions de l'arrêté s'appuient sur le rapport Géolithe du 26 mai 2020 qui établit que la pente intégratrice du massif de 55 ° permet de garantir la stabilité.

L'exploitant devra soit respecter les prescriptions de l'arrêté, ce qui semble très difficile au vu de la configuration actuelle du site, des constatations et les déclarations de l'exploitant ; soit fournir la justification géotechnique d'une nouvelle méthode d'exploitation permettant la stabilité à long terme des fronts. L'étude géotechnique devra proposer une géométrie de front pour poursuivre l'exploitation garantissant la stabilité des terrains ou si nécessaire proposer des moyens de confortement.

L'exploitant n'a pas suivi les prescriptions de l'arrêté préfectoral, les fronts ne respectant pas les 15 m de hauteur. L'inspection considère ceci comme une modification notable de l'exploitation par rapport aux dossiers et aux prescriptions de l'article 3.4.1. Celle-ci n'a pas été portée à la connaissance du Préfet avec « tous les éléments d'appréciation » au préalable comme prévu à l'article R 181-46 du Code de l'environnement.

Conformément à l'article R. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Haute-Savoie de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 6 mois :
soit les prescriptions édictées à l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13/01/2021 ;
soit, conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, de déposer un rapport à la connaissance dûment argumenté, justifiant les modalités d'exploitation garantissant la stabilité des fronts et en décrivant :

- un état des lieux avec un plan de la carrière (plan topographique, plan de coupe montrant la géométrie des fronts et la pente intégratrice du massif) ;
- les propositions d'un bureau d'étude compétent en géotechnique sur les actions à mener pour parvenir à une stabilité à long terme des fronts ;
- la méthode d'extraction : géométrie des fronts (pente, hauteur, taille banquette,...), méthode pour parvenir à cette géométrie (définition des forages et des tirs, accès aux zones) ;
- si besoin les méthodes de confortement à mettre en place ;
- l'évaluation du gisement restant par rapport aux contraintes géotechniques et la justification du phasage prévisionnel vis-à-vis de la durée d'exploitation restante. Dans le cas où le phasage devrait être modifié (zone exploitée, zone en cours de remise en état, géométrie des fronts, etc.), la mise à jour des garanties financières devra être réalisée.

De plus, l'exploitant n'étant pas en mesure de justifier de la stabilité des fronts au jour de la visite, l'inspection considère que l'exploitant doit arrêter les tirs en attendant d'avoir fourni la justification et propose de suspendre l'activité de minage tant que l'exploitant n'a pas produit la justification géotechnique de la stabilité des fronts demandée par l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral. L'exploitant peut cependant continuer à exploiter son stock de matériaux qui était assez important le jour de la visite.

L'inspection propose donc avec la mise en demeure, la suspension des tirs dans l'attente de la réception des justifications demandées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suspension, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Suivi géotechnique - Surveillance quotidienne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi géotechnique - Surveillance quotidienne

Point de contrôle déjà contrôlé :

<ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 18/08/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à une surveillance quotidienne des fronts de taille, réalise toutes les opérations de purges nécessaires à la sécurisation permanente des fronts de taille et sollicite l'intervention d'un organisme compétent en géotechnique et éventuellement en trajectographie en cas de détection d'anomalies.
Constats : Par courrier du 16 août de 2022, l'exploitant a transmis un registre quotidien signé concernant la surveillance visuelle des fronts. Geolithe est intervenu le 2 décembre 2021 (rapport du 10/12/2021 remis le 21/06/2022 à l'inspection) puis le 10 mai 2022. Des relevés par drone ont été effectués à chaque passage. Lors de l'inspection l'exploitant a présenté le registre de surveillance des fronts signés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Procédure de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met en œuvre une procédure afin de limiter l'exposition des salariés aux risques de chute de blocs.
Constats : Le bureau d'étude a émis des recommandations dans le rapport 12/08/2022: conservation de la zone interdite (accès limité par un merlon) en attendant la purge qui pourra être faite lors du retalutage du deuxième gradin. Le merlon mis en place pour empêcher l'accès au pied du front sur la zone avait été enlevé par l'exploitant. Il a été remis en place le temps de l'inspection. L'exploitant a transmis suite à l'inspection, une photo du panneau d'information au niveau du merlon pour rappeler aux employés les risques et la nécessité de conserver ce merlon.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Transit déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage par des déchets inertes externes
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2022

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de tas en transit, seulement des stocks de production d'après les déclarations de l'exploitant. Il a été rappelé à l'exploitant son obligation de registre en cas de transit de matériaux/déchets inertes sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

